

L'ÉGALITÉ



1€ / 2€ en soutien
Abonnement annuel 15 / 20 €
N° 217 / JUILLET - AOÛT 2023
GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE
www.gaucherevolutionnaire.fr

« Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales » LÉNINE

SALAIRES TROP BAS, HAUSSE DES PRIX, HÔPITAL ET ÉCOLE SANS MOYENS, PROFITS RECORDS... Y'EN A RAS-LE-BOL !

**JEUNES & TRAVAILLEURS,
UNISSONS-NOUS**

**CONTRE MACRON
ET SA POLITIQUE**

CONTRE LE CAPITALISME...



Les grévistes de Vertbaudet à Marquette-lez-Lille (Nord) célèbrent leur victoire après 74 jours de lutte

Malgré la grève de masse et la révolte explosive de juin, Macron continue de dérouler son programme. Le fond n'a pas changé : attaquer les conditions de vie de la majorité de la population pour permettre aux plus grands patrons et gros actionnaires d'engranger un max de profits

dans ce contexte de crise mondiale.

Après être passé en force sur les retraites, avec toute la brutalité et la répression possibles, des articles 49-3 au Parlement à l'attaque des manif par les CRS, il continue. La casse des services publics qui amène tant d'inégalités sociales se

poursuit. La précarité de tous les travailleurs est renforcée avec « France Travail » (voir p.4). L'Éducation est une nouvelle fois attaquée et surtout aux dépens des enfants de travailleurs, que Macron veut « mettre en contact » avec les entreprises « dès la cinquième » : tu es enfant d'ouvrier ? Va te faire exploiter à 12 ans !

Et ce n'est pas tout : les entreprises qui ne font pas assez de bénéfices à leur goût ont prévu des milliers de suppressions d'emplois (grande distribution, prêt-à-porter...). Les gros actionnaires et les plus gros patrons sont les vrais « nuisibles », qui pillent la richesse produite uniquement par les travailleur-ses, tout en nous demandant de faire des « sacrifices » !

Cette politique est rejetée avec force par la majorité de la population. Macron et son gouvernement ont beau se donner l'air de gérer, ils sont très affaiblis par la puissante lutte sur les retraites. La révolte qui explose dans les quartiers, suite au meurtre du jeune Nahel à seulement 17 ans (voir p.3) exprime aussi le rejet de cette société qui ne promet aux jeunes que galère et harcèlement policier, en parti-

culier s'ils viennent de banlieue et sont d'origine immigrée (réelle ou supposée).

Ce n'est pas non plus un hasard, cela fait des années que Macron, tout comme Valls, Sarko, et toutes ces crapules au service du capitalisme traitent avec une violence féroce non seulement ces jeunes, mais aussi les syndicalistes, les manifestants (gilets jaunes en 2018, retraites aussi cette année...). Et que pour nous diviser, ils encouragent le racisme avec toute la propagande et les lois anti-immigrés

COMBATTRE LE PROBLÈME À LA RACINE !

Cette colère devra être unifiée et organisée pour s'en prendre à la vraie racine des problèmes. Tant que le capitalisme sera en place, il y aura l'exploitation, la misère... et les gouvernements utiliseront le racisme pour diviser les jeunes et les travailleurs, et la répression pour nous empêcher de lutter.

Les capitalistes dominent les institutions, ils ont leurs partis et leurs médias. Nous aussi devons nous rassembler et

nous organiser. Il nous faut un parti de combat : pour nous organiser dans les quartiers et dans les entreprises, pour mener les luttes en commun contre le gouvernement, pour des augmentations de salaires et des embauches... Mais également pour lutter dans les syndicats et préparer une grève de masse contre toute leur politique.

Un nouveau parti rassemblant les jeunes et les travailleurs permettrait de lutter pour le socialisme, seule véritable alternative au capitalisme. Car pour satisfaire les besoins sociaux, il faut une économie débarrassée de la loi du profit, organisée démocratiquement par les travailleurs pour la satisfaction des besoins de tous. En nationalisant les principaux moyens de production, de transport, et de distribution sous le contrôle et la gestion démocratique des travailleurs, on pourrait commencer à éradiquer la misère, le chômage, le racisme, le sexisme... qu'entraîne le capitalisme.

C'est pour cette perspective révolutionnaire que nous luttons : rejoins la Gauche révolutionnaire, organise-toi avec nous !

...LUTTONS POUR LE SOCIALISME !



**MACRON MULTIPLIE LES
ATTAQUES, MAIS LES
TRAVAILLEUR-SES NE SE
LAISSENT PAS FAIRE !**

PAGES 4-5



**MEURTRE DE NAHEL À
NANTERRE : CONTRE LES
VIOLENCES POLICIÈRES !
CONTRE LE RACISME !**

PAGE 3



**PREMIER ANNIVERSAIRE
DE LA NUPES :
Y EN AURA-T-IL UN
DEUXIÈME ?**

PAGE 3

1793 IL Y A 230 ANS, LA CONSTITUTION LA PLUS DÉMOCRATIQUE QUE LA FRANCE AIT CONNUE À CE JOUR



« La fête de l'Unité » du 25 Thermidor an I (10 août 1793), qui commémorait la chute de la Monarchie le 10 août 1792, marque l'acceptation de la Constitution Républicaine

■ YOHANN BIS

La Révolution de 1789 est l'un des événements les plus marquants de l'histoire. Elle aura une influence colossale sur l'Europe et dans le monde. Les événements ont conduit à une lutte pour le pouvoir entre la royauté et le « Tiers-État ». La bourgeoisie veut le pouvoir politique pour pouvoir renforcer la propriété privée. En Angleterre, elle s'est finalement accommodée avec la royauté. Mais en France, c'est l'action des masses qui va conduire aux épisodes insurrectionnels dès 1789 et permettre, le 4 août, d'abroger les privilèges des ordres dominants. La bourgeoisie devient la classe dominante. Cette période révolutionnaire est riche en leçons pour les combats à venir car c'est aussi l'émergence politique de la classe des travailleurs.

LES SANS-CULOTTES, PRÉMICES DES LUTTES DU PROLÉTARIAT

C'est dans les faubourgs qu'on retrouve les foyers les plus importants des révolutionnaires. Avant la Révolution, la misère se développait très rapidement, le compagnonnage et les corporations ne permettaient pas de donner un travail à tout le monde. Les artisans étaient de plus en plus limités et les faillites se multipliaient. Les millions de paysans souffraient, la noblesse en crise les dépouillant de leurs récoltes. Au final, des millions de personnes étaient réduites à la mendicité dans les rues des grandes villes. L'essor de manufactures, tenues par la bourgeoisie, permet la création d'une nouvelle classe sociale, celle qui vend sa force de travail. Si un début de classe ouvrière se formait à la fin du XVIIIe siècle, elle n'était pas aussi développée qu'aujourd'hui car le capitalisme n'était lui-même pas développé, son développement freiné par le système féodal. C'est pourtant cet embryon de la classe ouvrière qui

s'organise et forme les premiers rangs des « Sans-culottes », entraînant une partie de la paysannerie dans sa lutte contre l'exploitation et la pauvreté.

Le premier objectif des Sans-culottes était de trouver les armes afin de lutter contre le pouvoir royal, mais aussi de défendre ses propres intérêts, en tant que frange la plus opprimée de la population, et par là-même de peser sur la révolution et sur la bourgeoisie. Quand le roi complotait pour faire intervenir les armées royalistes étrangères contre la Révolution, ce sont encore les Sans-culottes qui repoussent les armées. Ils font aussi signer, dans toutes les sections de Paris, une pétition pour faire abdiquer le roi. Face à la puissance menaçante des masses et des Sans-culottes, la bourgeoisie se divise politiquement. À droite de l'Assemblée, les Girondins tentent un coup de force pour arrêter la révolution et la limiter à ce qui avait été acquis en 1789, en s'opposant notamment à la mise à mort du roi. Face à une tentative de coup judiciaire sur Marat, la Garde Nationale et les Sans-culottes envahissent l'Assemblée et arrêtent les dirigeants des Girondins. Les députés Montagnards et Robespierre, en haut à gauche de l'Assemblée, avec l'appui de la Commune de Paris et les Sans-culottes, prennent le pouvoir à l'Assemblée. Une bataille commence pour une nouvelle Constitution.

LA CONSTITUTION DE 1793, FRUIT DE LA LUTTE DE CLASSES

Dès les premiers articles, les deux Constitutions proposées représentent le poids politique des classes sociales. Celle proposée par les Montagnards évoque que « le but de la société est le bonheur commun » qui repose sur la garantie des droits : « l'égalité, la liberté, la sûreté et la propriété ». La Constitution de 1789, elle, évoquait des droits inaliénables que sont « la liberté, la propriété, la sûreté et

la résistance à l'oppression ». L'ordre est révélateur. Pour les Montagnards, se faisant l'écho des Sans-culottes, l'égalité devance la liberté d'exploiter.

En opposition aux souhaits de la bourgeoisie la plus libérale, les Montagnards se faisaient aussi le relais politique des Sans-culottes sur les droits démocratiques et politiques, cette Constitution se voulait garantir dans les libertés collectives le droit de se réunir, de militer, le droit de pétition. Tous ces droits étaient garantis pour la Constitution proposée.

L'État se devait d'être protecteur : « La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler » (art. 21). Il faudra attendre plus de 150 ans pour arracher le droit de percevoir le chômage en France !

Sur la démocratie, les Sans-culottes voulaient aller bien plus loin que la bourgeoisie ne

l'a jamais voulu, en luttant pour la mise en place du principe de contrôle et de révocabilité des élus par le « peuple souverain ». Un principe démocratique qui a été la base du pouvoir des Soviets dans la Russie révolutionnaire de 1917. Pour garantir tous ces droits, les Montagnards savaient que seul le peuple avait cette force, le dernier article, le 35 est très célèbre : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable ». Cette Constitution ne sera jamais appliquée, car la droite fera tomber les Montagnards et Robespierre pour revenir à ce que la bourgeoisie avait initialement instauré.

Néanmoins, à peine la lutte contre la tyrannie des nobles achevée, la lutte des travailleurs contre l'exploitation commençait de manière brutale et puissante, donnant à la France une tradition de lutte pour les siècles à venir.



Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1793 avec son fameux article 35

6^E RÉPUBLIQUE : POURQUOI ÇA NE PEUT PAS SUFFIRE ?

La France insoumise porte comme grand projet de fonder une 6^e République, à partir d'un référendum puis sur la base de la convocation d'une assemblée constituante pour « changer les règles » de la société.

POUR UNE VRAIE DÉMOCRATIE : LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Une 6^e République si elle reste sous le capitalisme, ne résoudre pas les problèmes de domination, d'exploitation et d'inégalités.

UN ÉTAT AU SERVICE DU GRAND PATRONAT

Les critiques de la 5^e République faites par la Fi sont justes : un système très monarchique où le chef de l'État concentre beaucoup de pouvoirs et peut dissoudre le parlement quand il le souhaite ou encore faire passer sa politique en force par l'utilisation d'articles anti-démocratiques (comme le 49.3). La population n'a aucun contrôle sur ses élus, qui sont totalement déconnectés de la réalité sociale, avec des énormes salaires et des privilèges politiques.

Une vraie démocratie est possible seulement si les moyens de productions et les institutions publiques sont sous contrôle de la population elle-même. Il ne peut y avoir de réelle démocratie tant que l'économie sera aux mains des capitalistes. Dans cette forte période de rejet de la politique de Macron, de plus en plus de travailleurs et de jeunes sont conscients que cette société est incapable de répondre à leurs besoins.

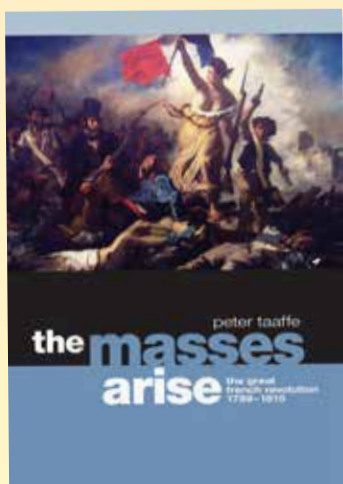
Mais en fait le président est d'abord un représentant de la classe sociale dominante, la bourgeoisie, et des capitalistes. Ce sont les capitalistes, qui possèdent les grands moyens de production et qui s'organisent pour mettre leurs représentants au pouvoir, pour défendre leurs intérêts de classe. L'État est l'appareil qui a pour but d'assurer la domination de ces parasites sur la société entière.

Il faut un gouvernement où le pouvoir vient d'assemblées de travailleurs organisés sur leurs lieux de travail, et de conseils locaux qui décident une planification de la production pour répondre aux besoins. Il faut un centralisme démocratique, avec des élus révocables s'ils n'appliquent pas le programme pour lequel ils ont été élus, rémunérés au salaire moyen d'un travailleur qualifié,... Construisons cette société ensemble en luttant pour le socialisme !

■ LÉON R.

DEMANDEZ NOTRE DERNIER LIVRE

TRADUIT POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANÇAIS ! L'œuvre de Peter Taaffe (l'un des fondateurs du Comité pour une Internationale Ouvrière) sur la Révolution française



L'histoire de la Révolution française est riche : sur la volonté héroïque des Sans-culottes d'en finir avec l'Ancien régime, sur les flux et reflux du processus révolutionnaire, sur le développement du bonapartisme... La première traduction en français de cet ouvrage, publié pour la première fois en 1989, dévoile avant tout la véritable histoire de la lutte des opprimés et tire des leçons essentielles pour la lutte des classes aujourd'hui.

Disponible à la fin de l'été (6 €/10 €). Précommandez en écrivant à contact@gaucherevolutionnaire.fr

COMMENT LFI POURRAIT ÊTRE RÉELLEMENT UNE ALTERNATIVE POUR LES TRAVAILLEUR-SES?

La France Insoumise reste la principale force d'opposition à Macron. Pendant le mouvement des retraites, elle a organisé partout sur le territoire près de 300 réunions publiques, initié une caisse de grève, distribué plus de 17 millions de tracts et collé un million d'affiches.

Les groupes d'actions ont recruté quelques nouvelles personnes qui ont envie de s'organiser mais ça aurait pu être bien plus si la France Insoumise avait été un meilleur outil pendant la lutte. Dans plein d'endroits, elle n'est pas assez apparue en tant que force politique dans les manifs avec des propositions, des cortèges... Et au lieu de rester sur le « Non à 64 ans », elle aurait dû revendiquer le retour aux 60 ans et élargir les revendications à la question des salaires, du blocage des prix...

Avec les émeutes qui ont lieu suite au meurtre de Nahel, c'est la seule force qui demande d'abord la justice et des réponses poli-

tiques, plutôt que tous les chiens de garde qui vont condamner et appeler au calme mais jamais rien faire pour les habitants des quartiers populaires. Elle devrait appeler à des manifestations contre le racisme et les violences policières partout et proposer aux syndicats et aux partis de gauche de s'y joindre.

UNE STRUCTURATION PAS À LA HAUTEUR DES ENJEUX

Sous la pression de la base critiquant le manque de démocratie et pour ne pas se disloquer dans

la Nupes, il y a eu un effort de structuration avec les boucles départementales. Mais les assemblées représentatives et les votes en ligne ne permettent toujours pas un contrôle direct des militants sur le national. Le programme reste une affaire de spécialistes (des formations de la Boétie ou des livrets) mais n'est pas assez maîtrisé et discuté par les insoumis. Si la France Insoumise veut donner l'exemple démocratique et ne pas décourager à nouveau certaines couches, alors les militants doivent pouvoir élire leur direction politique et la révoquer ainsi que discuter et voter le programme.

SE Doter d'un PROGRAMME POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME

L'échec électoral de Syriza en Grèce ou Podemos en Espagne et la montée de l'extrême droite, qui sont clairement liés aux capitulations face aux capitalistes devrait servir de leçon à la FI. Au lieu d'être les seuls à vouloir faire vivre la NUPES et faire pour cela des concessions programmatiques, la FI devrait se doter d'un programme qui remette vraiment en cause le capitalisme pour être une alternative face au RN. Elle devrait proposer un programme de gouvernement qui nationalise les principaux secteurs de l'économie sous le contrôle des travailleurs et de la population et pas juste « taxer les superprofits ». Sans cela, les capitalistes auront tout pouvoir de faire échouer toute politique un tant soit peu sociale.

Venez discuter avec les militants de la Gauche Révolutionnaire aux Amphis d'été (voir p. 6).



PREMIER ANNIVERSAIRE DE LA NUPES Y EN AURA-T-IL UN DEUXIÈME ?

■ ELEMIAH

La Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale a été avant tout un accord électoral, même au cours de cette année marquée par les luttes sociales et les manifs. Cela s'est bien vu sur le terrain, mis à part les batailles parlementaires et des meetings communs, très peu d'activités concrètes rassemblent les militants des diverses organisations. Aujourd'hui, c'est la question des européennes de 2024 qui pose la question du maintien de cet accord, car chaque parti a son programme et veut défendre ses propres intérêts.

SURVIVRA-T-ELLE AUX EUROPÉENNES ?

Fabien Roussel affirme que le PCF participera à ces élections

et y défendra leur « vision de la construction européenne ». La secrétaire nationale d'EELV veut une liste indépendante en s'appuyant sur l'argument que si les listes de gauche se présentaient séparément, elles feraient au total 8 % de plus qu'une liste Nupes (argument basé sur un sondage Le Point de 1760 personnes, soit rien comme échantillon). Mélenchon déclare que « la Nupes est en péril si elle n'est même plus un accord électoral », et il a bien raison ! La question est : serait-ce une mauvaise chose ? Est-ce que la Nupes est utile et renforce la classe ouvrière et ses luttes ?

Cette alliance qui a été source d'espoir pour les jeunes et les travailleurs n'a jamais eu pour but de devenir un vrai outil face au capitalisme, elle était une entente de circonstance face à la menace d'un deuxième mandat de Macron et celle du RN à l'Assem-

blée. Et elle n'a pas changé depuis. On attend d'une alliance de gauche qu'elle porte les revendications des travailleurs et qu'elle soit un espace de discussion, un outil avec un programme clair pour les prochains combats. Or la NUPES a des revendications très limitées, y compris la retraite à 60 ans et 40 annuités, lorsqu'avant le mouvement ouvrier réclamait 37,5 annuités.

LA FI NOYÉE ?

La France Insoumise s'est créée autour de Mélenchon qui était en rupture avec la gauche sur la question de la nature de l'Union Européenne, et c'est surtout la seule force politique qui a résisté au premier mandat de Macron et ses réformes anti-sociales. C'est pour ça qu'en 2022 il y a eu près de 8 millions de voix ! Les gens veulent une alternative

au gouvernement actuel et c'est la FI qui s'en rapprochait le plus.

Dans la NUPES, l'écart de structuration des partis joue dans le rapport de force. Le PS et EELV gouvernement pour les capitalistes, ce sont des partis organisés localement et nationalement face auxquels la FI ne peut pas faire contrepoids. Et elle a l'air d'être prête à lâcher la critique de l'Union européenne pour maintenir cette alliance qui n'a de réalité que sur le papier et à l'Assemblée. Alors quelle est actuellement la seule force politique avec une audience large qui pourrait encore être un pas vers la création d'un parti qui défende les intérêts des jeunes et les travailleurs tout en critiquant le capitalisme, nous ne sommes pas pour que la FI brade son programme pour une alliance électorale qui ne sera jamais une alternative viable au gouvernement Macron.

MEURTRE DU JEUNE NAHEL À NANTERRE

CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES ! CONTRE LE RACISME ! UNISSONS POUR LUTTER ET DÉGAGER MACRON-DARMANIN



Nous reproduisons ici le texte du tract que nous avons publié peu après la mort de Nahel, le 27 juin

Nahel : encore un mort, de 17 ans, après tant d'autres : Alhoussein, Zineb, Adama, Cédric, Zyed, Bouna... Sa mort nous choque et nous révolte. La politique de Macron, Darmanin (et Valls et Sarkozy avant) nourrit la violence en permanence. Dans les quartiers populaires, cela fait longtemps. Désormais, la répression est généralisée : syndicalistes traités comme des terroristes, le RAID à Mayotte pour gazer les sans-papiers, loi facilitant l'usage des armes par la police, CRS et BRAV aux manifs...

CHÔMAGE, RACISME, DISCRIMINATIONS : RAS-LE-BOL !

Les contrôles au faciès, les insultes et provocations, les discriminations, le chômage de masse et la fermeture des services publics ont fait de gros dégâts... Ce sont les vraies causes de la révolte actuelle. La colère s'exprime, avec une violence à la hauteur de celle du gouvernement. Mais une voiture brûlée, des vitrines brisées vont-elles vraiment permettre de changer les choses ? Sans parler des écoles ou centres sociaux détruits...

Non, et au contraire, cela leur donne un prétexte pour réprimer encore plus. Et avec l'état d'urgence, ils pourraient aller encore plus loin. Pourquoi ? Parce que ce qu'ils craignent vraiment, c'est qu'on s'organise tous ensemble contre cette politique raciste et anti-jeunes notamment dans les quartiers populaires.

S'ORGANISER ET LUTTER TOUTES ET TOUS ENSEMBLE !

Réduire les moyens pour l'éducation, l'hôpital, les transports etc. renforce les inégalités. La politique du gouvernement profite aux grandes

multinationales et aux plus riches. Le racisme et la répression sont des outils pour nous diviser et nous éviter de lutter ensemble contre les vrais responsables. Derrière sa politique raciste, répressive et ultralibérale, ce sont les intérêts d'une même classe sociale qu'il défend : les capitalistes. Le ras le bol est général. Mais il manque un plan et un programme pour unifier cette colère et s'organiser pour la diriger contre la cause réelle de tous ces problèmes : le capitalisme et ses serviteurs comme Darmanin et Macron. Les rassemblements et les manifestations organisées pour demander #JusticePourNahel doivent se poursuivre et s'amplifier contre cette politique raciste et anti-sociale.

Pour unifier cette colère et la transformer en lutte massive contre Macron et le capitalisme. Pour cela, les syndicats et les organisations de gauche devraient être en première ligne aux côtés des habitants des quartiers populaires et des jeunes. Plus question de les laisser seuls face à la police et à l'explosion dans leurs quartiers. Le mouvement massif des retraites a donné une idée de la puissance que pourrait se cette politique raciste et anti-sociale.

L'État est organisé pour permettre la domination d'une minorité ; avec l'aide des forces armées en particulier. Seule une révolution de masse permettra de réellement changer la société et d'en construire une nouvelle, une société socialiste au bénéfice de tous et toutes. Si tu en as marre de ce système injuste, si tu cherches les moyens pour le renverser, si tu te demandes quel système on peut mettre à la place : contacte-nous ! Rejoins-nous !

LES RÉPUBLICAINS : L'ÉCARTÈLEMENT

■ YANN VENIER

Les dernières élections ont été marquées par une défaite cuisante du parti de droite conservatrice traditionnel de la bourgeoisie : « les Républicains ». Totalement discrédité par des années de politique anti-sociale et les scandales dans lesquels ses figures sont englués, LR reste surtout écartelé entre deux pôles : le centre ultralibéral de Macron, représentant les intérêts des grands capitalistes en particulier des secteurs financiers,

et l'extrême-droite ultra-réactionnaire du RN (et Reconquête), représentant les intérêts de la petite-bourgeoise déclassée ou en voie de l'être et les capitalistes des secteurs en recul.

De ce fait, LR n'a rien à proposer de plus que ce que met en œuvre Macron en termes d'attaques contre la classe ouvrière et les couches populaires. Au Parlement, les élu-es LR ne peuvent qu'être un appoint auxiliaire de la minorité macroniste, au même titre que les élu-es RN, permettant de faire passer les attaques sans

s'en démarquer.

LR tente de se démarquer en faisant de la surenchère sécuritaire et raciste en se plaçant sur le terrain occupé par le RN, alors que le gouvernement n'est pas en reste de ce point de vue là aussi. C'est la ligne de Ciotti, soutenu par Retailleau, qui a actuellement le contrôle du parti et qui impulse cette orientation. Mais ce courant majoritaire est contesté par une aile plus « Macron-compatible » ou prétendument gaulliste-sociale autour d'Aurélien Pradié.

C'est l'absence complète d'es-

pace politique pour ce parti bourgeois qui causent ces tensions et déterminent le cours de ce parti. Celles-ci peuvent se renforcer si, à l'occasion des futures élections, LR continue sa chute libre politique et sa marginalisation, pouvant aboutir à des départs et des scissions plus profondes encore, voire à des absorptions de certains courants au sein d'autres partis. La satellisation de ce parti bourgeois suit le même cours que celui du PS, avec lequel il avait dominé la vie politique française depuis les années 1970.

FRANCE TRAVAIL : TOUS LES TRAVAILLEURS ATTAQUÉS

Macron, Borne, Dussopt veulent transformer Pôle Emploi en France Travail. Il ne s'agit pas d'un simple changement de logo ou d'un simple rassemblement sous un même nom de plusieurs opérateurs historiques de l'insertion professionnelle. C'est une nouvelle attaque structurelle contre les plus précaires et les travailleurs privés d'emploi.

À terme, tous les demandeurs d'emploi devront signer un « contrat d'engagement » pour retrouver un emploi dans les plus brefs délais, avec les sanctions à la clef en cas de non-respect des engagements imposés aux privés d'emploi. La première pierre à l'édifice, c'est le conditionnement du RSA à 15h/20h d'activité (recherche d'emploi, d'accompagnement public ou privé, de for-

mations etc.), sinon : suspension d'allocations jusqu'à ce qu'une « remobilisation » soit constatée. C'est une attaque de notre système de protection !

France Travail arrive à la suite de la réforme des retraites et s'articule avec d'autres attaques, dont les nouveaux calculs d'assurance chômage. Si des offres d'emploi ne sont pas pourvues, c'est parce que les conditions de travail et les salaires sont pourris ! Forcer les privés d'emploi à prendre n'importe quel emploi, sous peine de couper les allocations, va aider les patrons à recruter avec les salaires les plus bas possible et mettre la pression aux salariés qui veulent des augmentations de salaire ! France Travail est donc une attaque contre tous les travailleurs, avec ou sans emploi !

IKEA, LES SALARIÉ-ES RELÈVENT LA TÊTE !

Alors que IKEA fait 700M€ de bénéfices en 2022, l'entreprise propose +4 % aux Négociations annuelles. C'est une arnaque : IKEA propose son augmentation au 31 août alors que la Convention collective va augmenter plus que cela en septembre. L'entreprise ne donnera donc que l'augmentation conventionnelle obligatoire ! Ça ne passe pas. Environ 1 000 salariés des magasins (30 %-80 % de grévistes selon les sites) ont débrayé le 20 juin à l'appel de l'intersyndicale. Dans les entrepôts, à Châtres

(77), le 12 et 13 juin il y a eu des débrayages avec 80 % de grévistes le deuxième jour. Le mouvement est venu poussé par la base avec le soutien de la CGT puis des autres syndicats. La lutte ne va pas en rester là car la direction veut faire travailler les deux équipes de semaine sur 6 jours avec le samedi. « On est déjà payé au SMIC plus des primes et on soulève plusieurs tonnes par jour alors s'il faut bosser aussi le samedi ça ne passera pas ! ». Les syndicats doivent préparer la bataille et continuer la lutte sur les salaires !



Sur le piquet de grève à Châtres (77) le 12 juin 2023

PROFITS RECORDS = SUPPRESSIONS D'EMPLOIS !?

Les actionnaires des grands groupes ne se sont jamais autant gavés. 80 milliards € en 2022 (1/3 de plus que le budget de l'Éducation !), et ils pourraient battre un nouveau record au 1er semestre 2023 ! Non seulement ils ont répercuté la hausse de l'énergie et des matières premières, mais ils ont aussi augmenté leurs marges. Des industriels arrivent aux mêmes taux de profit que le luxe ! Pour fêter ça... ils suppriment des milliers d'emplois ! Il paraît que ça s'appelle « soutenir les cours

de l'action » ! En Bretagne, Fleury-Michon veut fermer une usine et licencier près de 100 travailleurs ; Carrefour veut supprimer près de 1000 postes ; 187 aux Papeteries de Condat en Dordogne, 300 chez Yves Rocher, 450 dans le Fret ; 3000 licenciements prévus dans la « French Tech », c'est la saignée dans le prêt-à-porter (Comptoir des Cottonniers, Kookaï...), etc. Les syndicats doivent lutter pour sauver chaque emploi, le fric est là !

■ JOHN

LA RÉFORME DES RETRAITES EST PASSÉE MAIS LA BATAILLE CONTINUE CONTRE MACRON

■ RACHEL

Malgré plus de 70 % d'opposition à cette contre-réforme des retraites, une lutte de plusieurs mois et un nombre important de travailleurs et de jeunes en grève et en manifestation, le gouvernement a choisi de maintenir son cap et de passer sa loi en force. Macron ne parvient pas à convaincre du bien fondé de sa politique ; son inflexibilité est en réalité un aveu de faiblesse.

Mais cette lutte de masse qui a ouvert l'année 2023 n'est pas un échec. Elle a permis aux travailleurs de relever la tête, de sentir que nous sommes des millions à s'opposer à la politique de ce gouvernement et de tisser des liens entre secteurs et générations.

TIRONS LES LEÇONS DU MOUVEMENT

Pour autant, si le gouvernement arrive à passer ses attaques, c'est bien parce qu'à ce jour, notre camp est moins organisé que le pouvoir. Être des millions en manifestation ne suffit pas à construire un rapport de force. Cela permet aux jeunes et aux travailleurs de se retrouver, mais cela ne les implique pas forcément dans la construction du mouvement lui-même.

L'énorme vague de syndicalisation au cours de la lutte (près de 100 000 nouveaux adhérents tout syndicats confondus) illustre la compréhension de la nécessité de s'organiser pour défendre nos intérêts. Mais plutôt que de rester dans l'attente des dates données par l'intersyndicale, il aurait fallu



étendre la grève dans tous les secteurs en organisant un maximum de jeunes et de travailleurs dans des Assemblées générales, des piquets, etc. pour que naissent des débuts de comités de grève un peu partout. Élargir les revendications à l'augmentation des salaires, au blocage des prix, à des moyens pour les services publics... aurait permis de refléter davantage la colère générale et de faire entrer en lutte des couches plus larges. On l'a vu, c'est bien le rejet de toute la politique autoritaire du gouvernement qui s'est exprimé en se limitant à la question des retraites, la question de dégager Macron n'a pas été réellement posée, au-delà de slogans en manif.

RENFORCER NOTRE CLASSE

Nous devons nous préparer à la prochaine révolte qui va arriver dont les événements après la mort de Nahel ne sont qu'un prétexte. Pour cela il faut renforcer notre niveau d'organisation.

Le salaire réel des travailleurs recule face à l'appétit

des capitalistes. Les syndicats devraient faire campagne pour l'augmentation des salaires et leur indexation sur le coût de la vie, créer de nouvelles sections syndicales combattives partout. Il faudra aussi se battre contre de nouveaux licenciements avec la récession qui se renforce. Les directions syndicales doivent redonner confiance en la possibilité de gagner par la lutte collective et proposer dans le courant du mois de septembre une première journée de grève interprofessionnelle qui puisse être le relai de toutes les colères ; comme une nouvelle étape pour construire une grève de masse. Tous les secteurs sont sous attaque du gouvernement pour faire plus de profits aux grands patrons. Révoltons-nous contre ce système ! La classe ouvrière doit et est seule à même de pouvoir changer la société, mais il lui faut un programme d'action en rupture avec le capitalisme porté par un nouveau parti de masse et des syndicats combattifs.

DE LA SYNDICALISATION AU SYNDICALISME

Depuis le début du combat contre la réforme des retraites, les syndicats de travailleurs ont revendiqué une forte vague de syndicalisation, bien plus importante que durant les années précédentes (30 000 pour la CFDT et la CGT, 6 500 pour la CFTC...). Pour que cette croissance se maintienne et devienne une véritable force, les militant-es syndicaux doivent encourager une dynamique, qui permette aux travailleurs de se rencontrer, d'échanger, d'avoir une activité syndicale régulière, au travers de réunions, d'assemblées, de tracts... La lutte contre le capitalisme dans les entreprises ne pourra se faire sans des syndicats combattifs, organisés par et pour les travailleurs, conscients de leurs intérêts de classe car étant les seuls à même de savoir comment organiser et faire fonctionner leur outil de travail de la meilleure des manières.

■ JOACHIM

AVEC LE PACTE ENSEIGNANT, MACRON-NDIAYE NOUS ENVOIENT DANS LE MUR !

■ VIRGINIE PRÉGNY

Ça fait plus de 5 ans que le gouvernement promet une revalorisation des salaires des enseignants... Pap Ndiaye a annoncé un « Pacte »... et c'est une grave attaque qui se profile. L'objectif est toujours le même : diminuer le nombre de fonctionnaires, augmenter leur temps de travail et précariser pour ouvrir des marchés aux capitalistes.

Tout d'abord il n'y a pas de revalorisation des salaires mais augmentation de certaines primes et du temps de travail. Le point d'indice reste gelé. Rien n'est prévu pour les autres personnels de l'Éducation.

Le Pacte est composé de 2 parties : une partie dite « socle » pour tous et toutes, l'autre partie, « les briques », pour des « missions » (remplacements, soutien, etc.), pour une prime annuelle de 1250 € brut par « brique ». Bref : travailler plus pour perdre moins !

CASSE DE L'ÉDUCATION PUBLIQUE ET FLICAGE

Le pire est pour les lycées pro, pour lesquels le « Pacte » sert à mettre en place la contre-réforme. Dans le 2nd degré, la priorité c'est les remplacements... de la surveillance plus que des cours. Les profs de primaire seront chargés du soutien

au collège... Tout cela sert à compenser les postes supprimés pendant des décennies.

C'est aussi la casse du statut, et des protections collectives, avec une rémunération individualisée, et l'annualisation d'une partie des missions, certaines pendant les vacances...

C'est la porte ouverte à plus de pression de la part de la hiérarchie et au chantage pour accepter des « missions ». Au sein des équipes, la concurrence s'insinue. Enfin, le « Pacte » va renforcer le flicage : des inspections vérifieront que les heures ont bien été faites, heures qui pourront être modifiées en cours d'année par les chefs, dont les pouvoirs sont renforcés.

> NON AU PACTE ! > ON VEUT DE VRAIES AUGMENTATIONS DE SALAIRE !

Pendant ce temps, les hauts fonctionnaires (recteurs, inspecteurs etc.) ont vu leurs grilles de salaire revues... Augmentation : 25 % en moyenne !! Dès la rentrée, il faudra une lutte déterminée pour nos salaires et nos conditions de travail, aux côtés des autres travailleurs. Non au Pacte ! +400€ pour tous et toutes, dégel et augmentation du point d'indice. Non à la casse du lycée professionnel ! Assez de Ndiaye, Macron et de leur politique !

QUELLE ÉDUCATION VOULONS-NOUS ?

Ce n'est pas un secret que le système scolaire tel qu'il est actuellement regorge de problèmes. Cette année encore, les élèves comme les professeurs ont fait les frais de la négligence et de l'incompétence de l'Éducation Nationale. Parcoursup, la réforme des lycées professionnels, le bac de spécialités en mars... ces mesures sont révélatrices de l'emprise du capitalisme sur notre éducation.

Aujourd'hui, l'école perpétue avec assiduité la division des classes présentes dans la société. Les enfants d'ouvriers n'ont que le choix de se diriger vers les filières professionnelles alors que les élèves issus de la classe dirigeante se tournent vers les grandes écoles et la poursuite d'études, du fait de leur aisance financière.

Mais un point commun à ces deux profils est la répression qui leur a été imposée tout au long de leur scolarité. L'apprentissage se fait sous la menace constante de sanctions du professeur, et ceux qui ne s'y conforment pas sont sévèrement punis jusqu'à ce qu'ils se plient à l'autorité. Marx disait que l'éducation « n'est, pour l'immense majorité, que du dressage qui en fait des machines » (Le Manifeste du Parti Communiste) et on ne peut que le constater en voyant la détresse psychologique causée par la rigidité de l'éducation chez les élèves. La hausse du



pourcentage de jeunes atteints de troubles dépressifs et anxieux en est la preuve. Cependant, cette hausse s'explique également par le stress que génèrent des réformes en continu et le manque d'information à leur sujet.

ÉDUCATION OU APPRENTISSAGE DE L'EXPLOITATION ?

Les programmes actuels émanent du gouvernement avec pour objectif d'éduquer les travailleurs, dès le plus jeune âge, à respecter l'autorité et la vision de la société de la classe dirigeante. Et malgré les réserves des profes-

seurs envers cette éducation militaire et cloisonnée, leurs avis sont ignorés. Ils se retrouvent à gérer des classes surchargées dans des établissements manquant cruellement de moyens.

Pour corriger tout cela, il faut une éducation publique, gratuite et sans sélection. Plus encore, il faut que les acteurs de l'éducation aient directement la main sur le contenu ainsi que la forme que revêt l'apprentissage, dans le but de rendre l'école complètement accessible à toutes et tous.

Il est temps de complètement repenser la manière d'éduquer et offrir un apprentissage transversal, plus pédagogique, et laisser

derrière nous l'éducation rigide, et élitiste que nous a laissée Napoléon. Sous le socialisme, nous voulons une école qui éduque à la polyvalence, où sont enseignés l'art, la musique et d'autres sujets qui feront des élèves des humains complets. Nous voulons qu'à 17 ou 18 ans, chaque jeune maîtrise un large éventail de compétence pour assurer la plus juste répartition des tâches. En 1920, Lénine a écrit (Les tâches des unions de la jeunesse) : « Notre école doit donner à la jeunesse les bases de la connaissance, lui apprendre à élaborer elle-même les conceptions du communisme, elle doit en faire des êtres cultivés ».

OR BLEU : LES PROFITS OU LES BESOINS ?



L'eau est la ressource la plus cruciale pour la vie humaine. Un tiers de la population mondiale n'a toujours pas d'accès à l'eau potable, et pourtant, quelle est la priorité des capitalistes ? Transformer l'eau en or bleu, un nouveau marché. On sait comment ça marche : tu as de l'argent, tu as de l'eau, sinon bah tu n'en as pas. Et la tendance s'accélère. Outre les grandes multinationales comme Coca-Cola Company ou Nestlé (avec Vittel entre autres), qui s'accaparent les sources directement, les plus gros agriculteurs font construire des méga-bassines qui privatisent les nappes phréatiques, Veolia a acquis une position de quasi-monopole en France... On peut citer les exemples sur des pages entières.

Face à l'utilisation de l'eau

pour faire du profit, car il s'agit bien de cela et non pas de « la rendre payante pour faire comprendre que c'est rare » ou autre hypocrisie du genre, il faut planifier démocratiquement l'usage de l'eau. En sortant l'eau de toute mise en marché, de l'exploitation des sources à la gestion de l'eau, et en nationalisant l'intégralité de celle-ci sous une agence publique gérée par les travailleurs, en lien avec les besoins des populations. Ça permettra aussi de rénover en profondeur le réseau, une partie de l'eau en France étant « perdue » à cause des fuites. Il n'y a que comme ça qu'il sera possible de ne pas arroser les golfs en période de restrictions d'eau, de fournir de l'eau non-polluée à tous : particuliers, collectivités territoriales, paysans...

■ PEM

CONTRE LES DÉSERTS MÉDICAUX, ON VEUT DE VRAIES SOLUTIONS !

Médecine générale, dentaire, orthophonie... L'accès aux soins est de plus en plus compliqué. Les lois Garot, Rist, Valletoux... qui sont sorties en cascade en 2023 vont toutes dans le même sens : tout faire porter à la médecine libérale sans s'attaquer au problème de fond, qui est le manque de professionnels et de structures publiques. Plutôt que d'y mettre des moyens pour former et embaucher, le gouvernement impose aux libéraux d'adhérer à des Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS).

En gros, il leur confie « la responsabilité de s'organiser entre eux sur un territoire défini » pour compenser toutes les structures de soins fragilisées par sa politique... Une stratégie bien rodée : laisser le public se déliter au profit du privé. Résultat : tout le monde en paie le prix, patients comme médicaux. Défendons un accès aux soins gratuit et de qualité pour tous, dans un service public où le nombre de structures et de professionnels est planifié en fonction des besoins démocratiquement établis !

■ RACHEL

ON S'HABILLE COMME ON VEUT !

La polémique à propos des vêtements considérés comme religieux est de plus en plus présente en milieu scolaire. En plus d'interdire aux femmes, qu'elles soient élève, personnel scolaire ou accompagnatrice de porter le voile, se pose à présent la question de l'abaya, cette robe traditionnelle considérée comme un « signe ostentatoire ». De nombreuses élèves ont été refusées en cours car elles portaient ce vêtement, qui n'est ni directement un signe religieux ni une tentative de

prosélytisme. À la Gauche Révolutionnaire, nous défendons l'idée que chacun-e puisse s'habiller comme il/elle le souhaite. Porter un voile, un foulard, une abaya, un short ou un crop-top ne nous empêche pas d'apprendre et ne nuit pas au bon déroulement de la vie scolaire. Il ne devrait pas y avoir de débat sur la manière dont nous nous habillons, mais sur la qualité de notre Éducation ! Luttons pour que chacun-e puisse porter ce qu'il/elle veut !

■ CLARA



LES POMPIERS DANS LA TOURMENTE

En France, il y a 197 000 pompiers volontaires, et environ 42 000 pompiers professionnels. Pour cet été, on est en cruel manque d'effectif. Des hélicoptères vont être empruntés ; il a eu des annonces de renforts (8 000 pro et 53 000 volontaires). Encore faut-il les trouver et les former ! Le volontariat est à la traîne, car ce sont de simples citoyens qui reçoivent une formation au sein de leur département, qui sont payés 8,36 € de l'heure, sans cotisation sociale, sans chômage, sans retraite. Entre l'embauche et la formation, il

se passe plusieurs mois, faute de formateurs. Et pour les professionnels, certains peinent à trouver un poste après avoir eu le concours, le département devant payer pour embaucher.

Cette situation n'est satisfaisante ni pour les pompiers qui vont être surexploités, ni pour les populations ou la Nature en proie aux incendies. Il faut que les embauches et moyens soient gérés démocratiquement, en lien avec la population, et non par département sans réflexion collective comme c'est le cas aujourd'hui.

COMMENT BATTRE LES FACHOS ?

■ CONNOR

Depuis des années, on observe une recrudescence du terrorisme d'extrême-droite : menaces de mort, attaques de militants, d'élus, fusillade du 23 décembre 2022, attaque à la bombe à Tours le 23 mai 2023... La majorité des fichés S sont en fait d'extrême-droite. Prenons l'exemple de Saint-Brévin-les-Pins : le 22 mars, la maison du maire Yannick Morez est incendiée, suite à un projet de construction d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile. Une marche de soutien est organisée, notamment par le PS, FI et EELV.

Dans les médias, on assiste à un étrange déplacement du discours : l'État crie à l'affaiblissement de l'État, les élus locaux au manque de décentralisation... Rares sont ceux qui adressent les causes du problème (la montée de la pauvreté, les politiques racistes des gouvernements successifs) et encore plus rares ceux qui évoquent la seule vraie solution : le socialisme.

Le mouvement ouvrier – les syndicats, les partis qui dé-

fendent les travailleurs – est l'adversaire historique et permanent de l'extrême-droite, y compris sa fraction ultraréactionnaire et terroriste. La réponse des syndicats, pourtant premières victimes des fachos, a été très faible : la CFDT « condamne sans réserve », sans aller plus loin qu'une déclaration de principes. En cas d'attaque de fachos, chacun peut appeler à la mobilisation la plus large possible des syndicats et partis politiques de gauche. Cela permettra à la fois de prendre en main sa défense et d'offrir une voie alternative, plus efficace, aux « fronts républicains » dont on nous a rebattu les oreilles aux dernières élections. Ceux-ci, en effet, sont montés par des partis pro-capitalistes, dont les politiques racistes, de destruction des services publics, qui appauvrissent la population, favorisent la montée de l'extrême-droite.

Cette lutte vitale est liée à celle contre le capitalisme. Pour mettre fin à la cause profonde du terrorisme et de la violence, il faut le renverser : on ne saurait battre l'extrême-droite sans construire le socialisme.



HARCÈLEMENT ET VIOLENCES DANS LES TRANSPORTS : IDFM SE MOQUE DU MONDE

Faites taire les insultes

sans prononcer un mot.

VICTIME OU TÉMOIN DE HARCÈLEMENT, APPELEZ LE



CHAQUE ALERTE FAIT RECULER LE HARCÈLEMENT DANS LES TRANSPORTS



On manque de s'étrangler en voyant ces affiches : « faire taire les insultes sans prononcer un mot ». Donc face à des comportements problématiques comme le harcèlement sexiste dans les transports, ne faisons rien ? Est-ce vraiment ces comportements là qu'on veut encourager, à la limite de promouvoir la lâcheté ? La première chose à faire, au contraire, c'est d'intervenir ! Certes, tout le monde ne s'en sent peut-être pas capable. Mais on est censé être toutes et tous rassurés : il y a 80 000 caméras sur le réseau francilien ! On est « vidéo-protégés » ! Sérieusement, sur quelle planète une caméra « protège » de quoi que ce soit ? Ça permet de reconnaître les agresseurs ? Oui, pour peu qu'ils n'aient ni casquette, lunettes noires, masque... mais alors le mal est déjà fait !

Il nous faut bien plus que des numéros où envoyer des SMS, des bornes ou des caméras : il faut de la présence humaine !

CONTRE LE HARCÈLEMENT, IL FAUT DES AGENTS !

Tout l'inverse de la politique de la RATP depuis des années, qui supprime des milliers de postes, en particulier des postes d'agent de station, qui sont pourtant les premiers à pouvoir intervenir ! Si IDF-Mobilités vante ses prétendus plans de recrutement, ce sont des effets d'annonce, comme le disent les syndicats, car ce seront des emplois précaires et surtout, d'autres suppressions sont prévues, qui font que les effectifs seront de plusieurs milliers inférieurs à leur niveau d'il y a dix ans, par exemple, alors qu'il y a plus de lignes et que les besoins ont augmenté. La sécurité des femmes et des voyageurs en général passe après la « rentabilité » du réseau ! Pour notre sûreté, soutenons les luttes des travailleurs-es de la RATP pour des embauches à la hauteur des besoins et de bonnes conditions de travail !

■ CÉCILE

DÉCIDONS PETIT-QUEVILLY LA QUESTION DU LOGEMENT ET DES POLITIQUES URBAINES



■ LEÏLA MESSAOUDI, ÉLUE MUNICIPALE POUR « DÉCIDONS PETIT-QUEVILLY »

Petit-Quevilly n'est pas une grande ville (presque 23 000 habitants). C'est une ville populaire où se mélangent habitat à loyer modéré en immeubles et maisons ouvrières sur une grande partie de la commune. Comme dans la majorité des communes, la politique de rénovation urbaine des quartiers les plus défavorisés, dégradés est guidée par un plan national, la NPRU, qui vise à les détruire. Les rénovations de quartiers, datant pour la plupart des années 1970, s'accroissent et sont l'essentiel de la politique de la majorité municipale. Cette nouvelle politique de rénovation urbaine (qui n'est pas récente) vend l'idée de mixité sociale, et d'habitat mixte (entendons bailleurs sociaux et sociétés immobilières privées).

UNE POLITIQUE POPULAIRE POUR LES QUARTIERS

Ainsi, les transformations actuelles à Petit-Quevilly, comme celle du plus grand quartier, Neruda, ont pour effet d'éclater aux quatre coins de l'agglomération les logements pour les plus modestes, remplacés par

des logements plus chers.

Penser un nouveau quartier, ça ne veut pas dire des concertations en petits comités et des échanges juste pour savoir où mettre le béton, la végétation et les écoles. Penser le quartier en lien avec les besoins des habitants, c'est d'abord discuter des besoins, réinstaller les services publics disparus, aider les locaux associatifs à s'installer... C'est d'autant plus crucial que le gouvernement Macron s'en prend aux locataires.

En effet, dans la nuit du 1er juin, Les députés Renaissance de Macron et le RN de Le Pen ont voté ensemble (encore !) pour une hausse de 3,5 % max de l'indice de référence des loyers. Les habitants les plus modestes, les locataires sont pris pour cible. Et, la loi Kas-

barian-Bergé permet d'expulser plus facilement les locataires.

Dans les quartiers populaires, dégradés, longtemps sans la moindre rénovation, l'installation d'une porte coupe-feu ou d'une porte blindée entraînent une hausse des loyers. Pourtant la rénovation est un dû ! Avoir un vrai logement là où on veut vivre implique de bloquer les loyers, baisser les prix et augmenter les salaires ! Pour en finir avec la pauvreté et la précarité !

> DES LOGEMENTS DÉCENTS !

> DES LOYERS ABORDABLES !

> POUR TOUTES ET TOUS !



Destruction de 60 logements collectifs dans le quartier de la Piscine

EN ÉTÉ AUSSI, LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE AGIT !

REJOIGNEZ LA GR !

Contactez-nous pour discuter avec nous et nous rejoindre !

Appelez-nous/SMS au : 07.81.32.75.89

Par mail : contact@gaucherevolutionnaire.fr

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- RECEVOIR LA NEWSLETTER
- RENCONTRER UNE MILITANTE OU UN MILITANT
- REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

JE SOUHAITE M'ABONNER À L'ÉGALITÉ

- ABONNEMENT FRANCE, 1 AN15 €
- ABONNEMENT FRANCE, 1 AN (SOUTIEN)20 €
- ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN30 €

JE SOUHAITE AUSSI SOUTENIR LA G.R.

- _____ € PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
- _____ € PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BRED
N° FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

Retournez ce coupon à : **Les amis de l'Égalité**
82 rue Jeanne d'Arc, Centre 166
76000 Rouen

NOM / PRÉNOM : _____
ADRESSE MAIL : _____
TÉLÉPHONE : _____
ADRESSE POSTALE : _____

Vous pouvez aussi nous contacter, faire un don et vous abonner à L'Égalité sur notre site : WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR

■ MARIE

Cet été, la Gauche Révolutionnaire reste active que ce soit sur les mobilisations et les grèves qui viendront au cours de l'été ou des divers espaces de discussions estivaux.

L'ÉCOLE D'ÉTÉ DU CIO, NOTRE INTERNATIONALE

L'école d'été du CIO aura lieu cette année à Berlin, du 29 juillet au 3 août. C'est l'occasion pour les camarades de nos diverses sections à travers le monde de se retrouver pour discuter de la situation interna-

tionale, des luttes en cours, du niveau de conscience politique ainsi que du rôle et des opportunités pour notre organisation et son développement.

LES AMPHIS ORGANISÉS PAR LA FRANCE INSOUmise

Aux amphis de la FI, la dernière semaine d'août, nous tiendrons un stand comme tous les ans pour débattre avec les insoumis présents et mettre en avant notre programme socialiste, un programme que l'on souhaite discuter avec la FI pour faire avancer le mouvement (voir page 3 de ce journal).



NOS JOURNÉES D'ÉTUDE

Enfin, pour préparer la rentrée politique de septembre, les journées d'études de la GR se tiendront à Rouen les 2 et 3 septembre. Nos discussions porteront sur la situation politique à la rentrée, mais nous aurons aussi des discussions à caractère historique et politique de fond. Avec la sortie de l'ouvrage de Peter Taaffe (ex secrétaire international du CIO, voir page 2) sur la Révolution Française. Nous discuterons aussi de l'Union Européenne ainsi que de la stra-

tégie de la FI et de la NUPES ; dans le cadre des élections de 2024 d'une part, et de la lutte contre le gouvernement d'autre part. La question de la guerre sera aussi discutée.

Il y aura un meeting public le samedi 2 septembre en fin d'après-midi à Rouen, sur la lutte contre les politiques pro-capitalistes de Macron, contre le racisme, pour l'avenir de la jeunesse... Contactez-nous pour y participer !

Alors si avec le rythme d'été, tu as plus de temps, envie de discuter ou militer, n'hésite pas à nous contacter !



SÉNÉGAL : LA CRISE POLITIQUE ET SOCIALE S'ACCENTUE

■ LEÏLA MESSAOUDI

Plusieurs dizaines de morts, des universités fermées et internet restreint : le printemps a été marqué par des affrontements violents au Sénégal. Socialement le pays est plongé dans une crise majeure. Depuis les années 2008-2010, les jeunes, les travailleurs et les paysans ont subi des périodes de famine, un chômage massif et un avenir plus que bouché pour la jeunesse. La colère est grande contre la présidence de Macky Sall qui utilise toujours plus la force armée et la répression.

Les tensions se sont cristallisées autour du duel politique qui existe entre Macky Sall et Ousmane Sonko. Ce dernier a été condamné à deux ans de prison en juin, ce qui a entraîné des émeutes dans le pays. Sonko incarne l'opposition à Sall depuis 2017-2018, il a été candidat aux dernières présidentielles en 2019 et voulait se représenter en février 2024. Maire de la vie de



Ziguinchor, c'est dans cette ville que les affrontements ont fait le plus de morts.

Ancien fonctionnaire, inspecteur des impôts, il a fondé le parti Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (PASTEF). Centré sur la lutte contre la corruption, il est soutenu par une grande partie de la jeunesse. Politiquement, son programme est clairement libéral et a récemment accentué un profil

religieux, avec des sorties médiatiques contre l'homosexualité.

Une grande instabilité politique et sociale s'est installée. Et les capitalistes font pression. En échange de prêts bancaires, Macron veut accroître l'exploitation des ressources, notamment du gaz sénégalais. Le FMI « prête » 1,8 milliard en échange de nouvelles « adaptations » et donc coupes dans les budgets. Macky Sall a annoncé le 3 juillet 2023 renon-

cer à tenter un troisième mandat de 5 ans, après 12 ans au pouvoir. Les jeunes, les travailleurs et les masses pauvres du Sénégal ont un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre la misère et l'exploitation capitaliste dans leur pays et en Afrique. Pour cela, il est nécessaire qu'ils reconstruisent un parti défendant leurs intérêts indépendamment de ceux de la bourgeoisie sénégalaise et des pays impérialistes.

CAPITALISME ET MILITARISME : VERS UNE TROISIÈME GUERRE MONDIALE ?

■ YANN VENIER

L'année 2022 aura atteint un triste record, celui des dépenses militaires les plus hautes jamais effectuées au niveau mondial : 2040 milliards d'euros, soit, 2,2% du PIB mondial, selon le rapport de l'Institut international de recherche sur la Paix (SIPRI).

À l'échelle de la planète, c'est la 8ème année de hausse consécutive des dépenses militaires. La part des États-Unis représente à elle seule, 39% de ces dépenses, suivi par la Chine (13%) qui accroît fortement ses capacités navales, la Russie (3,9%), l'Inde (3,6%), l'Arabie Saoudite (3,3%), le Royaume-Uni (3,1%), l'Allemagne (2,5%) et la France (2,4%).

Le coût de la guerre, dans cette période d'accroissement de la conflictualité, représente-

rait près de 13% du PIB mondial en 2022 selon le Global Peace Index publié fin juin par l'Institut pour l'Economie et la Paix (IEP). Aujourd'hui, ce sont 91 pays, sur 193, qui sont impliqués dans un conflit armé.

Mais au-delà du coût financier, ce sont les pertes humaines qui importent, touchant toujours plus les civils : le nombre de décès dus à la guerre a presque doublé en 2022 par rapport à 2021, essentiellement à cause de la guerre en Ukraine et en Éthiopie, avec 238 000 morts répertoriés.

« LE CAPITALISME PORTE EN LUI LA GUERRE, COMME LA NUÉE PORTE L'ORAGE »

La guerre est l'état quasi-permanent du capitalisme : guerre impérialiste et (dé)coloniale, guerre entre pays, nations et

peuples dominés pour s'arracher les miettes que les pays impérialistes leur laissent, guerres inter-impérialistes pour le partage du monde, de ses ressources, des marchés... Il n'y a pas de période (longue) sans guerre dans l'histoire du capitalisme.

Non pas que fondamentalement les capitalistes individuellement souhaitent, planifient et organisent la guerre au sein de cabinets occultes, mais, malgré la mondialisation de l'économie, les entreprises capitalistes, même multinationales, restent rattachées à l'état-nation. Les gouvernements mettent donc en œuvre des politiques de défense des intérêts de leurs capitalistes (politiques protectionnistes, politiques impérialistes). Ces décisions politiques créent inévitablement des tensions qui s'accroissent en période de crises profondes, rendant inévitable une confrontation directe entre

les pays dominants impérialistes, pour aboutir à un nouveau partage du monde.

Il est difficile de dire si le monde aujourd'hui est au bord du précipice d'une nouvelle boucherie militaire mondiale. Néanmoins, les conditions s'accumulent, avec une crise économique structurelle mondiale, la crise environnementale, les crises politiques successives. Les tensions impérialistes s'accroissent. La guerre en Ukraine en est un exemple. Les tensions de plus en plus fortes en Mer de Chine aussi.

Le capitalisme n'offre aucun avenir de paix durable. Seule une société égalitaire, sans classe et sans état, au-delà des frontières, débarrassée de la propriété privée des moyens de production offre une perspective d'avenir à l'humanité : le communisme qu'imposera la révolution socialiste !

ÉTAT ESPAGNOL : DÉFAITE DES COALITIONS PSOE ET IZQUIERDA UNIDA

Le dimanche 28 mai se tenaient les élections municipales et régionales en Espagne. Le PP (Parti Populaire de droite) l'a emporté avec 800 000 voix d'avance alors qu'aux précédentes élections en 2019, le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) était 1,5 million de voix devant. Le PP remporte 12 des 17 régions d'Espagne et il dirigera 140 communes avec Vox, le parti d'extrême droite qui a doublé ses scores depuis les dernières élections.

Pedro Sanchez, le premier ministre PSOE issu d'une coalition avec IU (Izquierda Unida), n'étant plus en mesure de gouverner dans ce contexte, a donc appelé à des élections législatives anticipées qui auront lieu le 23 juillet.

La droite populiste et l'extrême droite vont tenter de s'entendre pour former le futur gouvernement réactionnaire qui reviendra sur les avancées sociétales (droit à l'euthanasie, à l'auto-détermination du genre...) et sur le saupoudrage d'acquis sociaux de la dernière période.

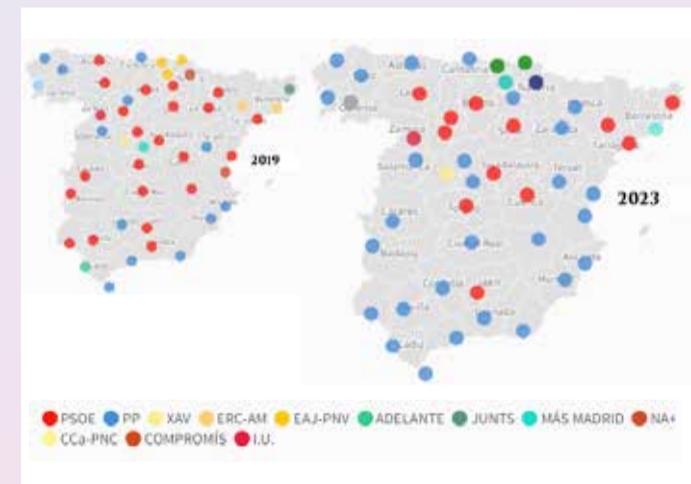
Le gouvernement Sanchez II qui a pu voir le jour grâce au soutien de Podemos a balayé les illusions des masses espagnoles. Podemos a accepté de rentrer dans un gouvernement qui n'a pas vraiment lutté pour

l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. L'inflation post Covid a fait augmenter les coûts de la vie et la hausse des bas salaires ne vient même pas faire le rattrapage. En échange de quelques milliards d'aides de l'UE, une loi travail a été votée faisant un énorme cadeau au grand patronat. La réforme des retraites, poussant l'âge de départ de 65 ans à 67 ans en 2027 mis en place par l'ancien gouvernement de droite n'a pas été supprimé.

Il est vrai que le gouvernement a mis en place des réformes sociétales progressistes pour les personnes LGBT+ et contre le sexisme, mais sans s'en prendre directement aux racines de la société capitaliste sur laquelle reposent les oppressions. La faible participation aux élections démontre que ce sont surtout les plus réactionnaires qui sont allés voter.

Les travailleurs représentent la grande majorité de la population et le seul moyen de leur redonner confiance en la politique, c'est en s'armant d'un programme de lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie et donc en s'en prenant directement aux riches et à leur domination de classe.

■ MATHIEU



GUADELOUPE : VIVRE « SANS RISQUE CHLORDÉCONE » ?

Fin juin, le gouvernement a annoncé un plan pour vivre « sans risque Chlordécone » (insecticide cancérigène utilisé dans les bananeraies entre 1972 et 1993, 3 ans après l'interdiction en métropole)... l'État prendra en charge le surcoût lié au traitement de l'eau potable, « de façon exceptionnelle et dérogatoire » ! Concrètement ce sont les habitants qui vont payer, par les impôts. Et ils essaient de se faire passer pour de bons samaritains en plus ! Quant aux responsables, les propriétaires terriens (des-

endants de colons), ils ne seront pas inquiétés. Cette mesurette n'aura aucun effet, puisque le réseau de distribution et de traitement de l'eau est en complète décrépitude. Par ailleurs, il faudra plus que quelques promesses pour une réelle dépollution des sols ou encore le suivi médical renforcé de la population que cette pollution massive nécessite. En réalité, il n'y a qu'en expropriant ces parasites criminels de gros propriétaires que la population pourrait prendre le contrôle de son avenir.

#SERBIECONTRELATUERIE #SRBIJAPROTIVNASILJA : MOUVEMENT INÉDIT CONTRE LA VIOLENCE ET CONTRE LE POUVOIR DE VUCIC

Depuis 10 semaines, des manifestations massives secouent le pays après plusieurs tueries de masse notamment dans des écoles. La population descend massivement dans la rue pour réclamer la fin de la violence. La responsabilité est imputée au gouvernement et aux chaînes de télévision qui

diffusent la violence en permanence. Les slogans réclament la fermeture de ces chaînes de télévision et la chute du gouvernement. Le mouvement continue et s'élargit à d'autres revendications. Des paysans bloquent les places dans les petites villes et les villages en clamant par exemple : « Nous aussi on veut vivre ! »

Tant la misère est grande et les conditions de vie déplorables. Le gouvernement, déjà fragilisé, avec les tensions au Kosovo, est de plus en plus attaqué. Le mouvement est sans précédent depuis 23 ans et la chute de Milosevic. Les jeunes, les travailleurs et les paysans relèvent la tête et n'ont pas dit leur dernier mot.





CONTRE LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS

S'ORGANISER LUTTER TOUS ENSEMBLE !

En France, plus d'un million de personnes par an sont victimes d'actes racistes ; violences ou d'injures, de menaces ou de discriminations (chiffre de l'Insee). Ce ne sont pas que des actes d'individus, c'est le reflet des politiques menées par les gouvernements successifs qui accusent les immigrés de tous les maux et développent des discours racistes. Ces discours et lois racistes, couplés aux politiques anti-sociales, ont renforcé les partis et groupuscules racistes, identitaires et autres. Il est urgent de s'organiser, jeunes et travailleurs, pour construire un mouvement anti-raciste de masse.

LE RACISME TUE, LE RACISME DIVISE !

Toutes les lois concernant les immigrés depuis 1945, ne font que limiter leurs droits à la citoyenneté pour les maintenir dans une peur de la répression d'État, et donc qu'ils soient plus facilement exploitables. C'est parce que l'État même répand le racisme, que les partis et groupuscules racistes ont plus d'audience.

Des dizaines de mosquées et synagogues sont attaquées chaque année. Dans les quartiers populaires, les contrôles au faciès et humiliations sont quotidiens pour ceux et celles qui

n'ont pas la peau blanche. Les médias ouvrent grand leurs antennes aux discours racistes. Et certains sont même achetés par des milliardaires comme Bolloré pour répandre leur haine raciste (et aussi sexiste et homophobe !). Grâce à la division que cela engendre, ils peuvent continuer de s'enrichir en nous surexploitant, sans se sentir menacés. Il est temps de se révolter contre ça !

DIRIGEONS NOTRE COLÈRE CONTRE LES VRAIS RESPONSABLES

Les émeutes dans les quartiers populaires sont en grande partie le résultat de cette situation. C'est

toute la frustration créée par les injustices qui s'exprime. Comme le disait Martin Luther King : « Une émeute est le langage de ceux qu'on n'entend pas ».

Mais il faut diriger notre colère contre les vrais responsables : les capitalistes et leurs serviteurs au pouvoir. Macron mène une politique raciste (loi « séparatisme », saccage des camps de migrants, prochaine loi Asile-Immigration, etc.), une politique qui nie l'islamophobie, qui fait des immigrés des boucs émissaires et est complaisante avec le Rassemblement national (en reprenant, par exemple des « théories » racistes comme l'« ensauvagement, la « décivilisation » ou la « délinquance étrangère »). Comme tous ses prédécesseurs, sa politique sert à enrichir les plus riches en renforçant l'exploitation des travailleurs (qu'ils soient là depuis une génération ou dix !).

des réunions publiques, des manifestations de masse locales et nationales.

CONSTRUISONS UNE LUTTE DE MASSE !

La seule solution c'est l'unité dans la lutte. Les habitants des quartiers populaires ont les mêmes intérêts que les autres, et les mêmes ennemis de classe. C'est donc tous ensemble qu'il faut lutter. Il faudrait une campagne unitaire, avec des comités partout dans les quartiers,

C'est bien pour unir les travailleurs et la jeunesse que les syndicats et les partis qui sont dans le camp des travailleurs, doivent exiger l'abolition de toutes les lois discriminatoires.

Il s'agit de faire que tous les travailleurs aient les mêmes droits (les pleins droits de citoyenneté) pour pouvoir se battre tous ensemble contre le capitalisme et les patrons.

Contre le capitalisme et le racisme, c'est pour une société socialiste qu'il faut lutter ! Rejoignez-nous dans ce combat !

CE POUR QUOI NOUS LUTTONS

Voici les principales revendications que la GR défend.

TRAVAIL, SALAIRE

- ▶ Un salaire décent pour toutes et tous : + 300 € d'augmentation ; pas de salaire ni de revenu sous 1 600 € net.
- ▶ Zéro suppression d'emplois ! Pour la mise en propriété publique des groupes qui licencient ! Embauches massives dans les services publics (Santé, environnement...) ! Un emploi pour tous : baisse du temps de travail à 32h, sans perte de salaire et avec embauches équivalentes ! Pas de contrat précaire ou de temps partiel imposé !
- ▶ Prenons dans les profits du CAC 40 (172 milliards d'euros de profits en 2022 !) pour financer l'emploi, aider les artisans/TPE. Ouverture des livres de comptes des grandes entreprises pour contrôler où va l'argent.
- ▶ Pas touche à nos retraites ! Retraite à 60 ans (55 pour les métiers qui l'exigent) après 37,5 annuités de cotisation. Pas une pension sous le SMIC !
- ▶ Pour la gestion démocratique de la Sécurité sociale par les travailleurs.

SANTÉ

- ▶ Arrêt des politiques de casse de la Santé et des services publics. Nationalisation, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population, de tout le secteur de la Santé (multinationales du médicament, groupes privés de maisons de retraite/Ehpad, etc.).
- ▶ Pour un monopole de service public de la Santé avec des moyens à la hauteur des besoins définis démocratiquement.

ÉDUCATION

- ▶ Pour une Éducation publique, gratuite et de qualité pour toutes et tous, 15 élèves par classe max, embauche massive de personnel de la maternelle à l'Université !
- ▶ Abrogation de Parcoursup et de toutes les mesures de sélection, pour des facs gratuites et ouvertes à toutes et tous !

DROITS DÉMOCRATIQUES

- ▶ Non aux restrictions sur le droit de retrait et le droit de grève. Garantie du droit de manifester dans les conditions

de sûreté déterminées par les organisations de travailleurs.

- ▶ Contre les violences policières et le racisme. Non au flicage et à la surveillance de la population.
- ▶ Contre toutes les discriminations (genre, origine, religion, orientation sexuelle, etc.) !

LOGEMENT

- ▶ Un logement décent pour toutes et tous. Réquisition des logements vides. Aucune expulsion, nationalisation des groupes immobiliers pour mettre les logements à disposition de la population.
- ▶ Des moyens supplémentaires pour l'assistance sociale et l'aide d'urgence.

POUR UNE LUTTE DE MASSE

- ▶ Les confédérations syndicales doivent être les premières à défendre les travailleurs, faire campagne pour les salaires, conditions de travail... Elles doivent organiser une lutte de masse contre toute la politique du gouvernement.
- ▶ Pour la construction de syndicats combattifs dans tous les secteurs !

POUR UN NOUVEAU PARTI DE MASSE DES TRAVAILLEURS

- ▶ Des millions de jeunes et de travailleurs se mettent en lutte contre les politiques qui détruisent nos vies et notre environnement pour les seuls profits des ultra-riches. Contre les capitalistes et leurs partis, il nous faut un parti à nous, un outil vivant et démocratique, ouvert à toutes et tous, travailleur-ses, syndicalistes, jeunes, retraité-es, pour défendre un programme de lutte commun.

POUR LE SOCIALISME !

- ▶ Expropriation et nationalisation des 500 plus grandes entreprises, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population pour réorganiser démocratiquement l'économie en fonction des besoins de la population.
- ▶ Pour une société débarrassée de la dictature du profit et de l'exploitation, contre ce système qui ne crée que la misère et la guerre, et encourage le sexisme, le racisme, et les discriminations, luttons pour le socialisme par une révolution de masse !

★ CONTACTEZ-NOUS !

☎ **07. 81. 32. 75. 89**

✉ **contact@gaucherevolutionnaire.fr**

🌐 **Sur Facebook, Twitter, Instagram, Youtube... Chercher « Gauche révolutionnaire »**

🏠 **Les Amis de l'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc, centre 166, 76000 Rouen**

🌐 **www.gaucherevolutionnaire.fr**